



# Fiche Méthodologique

---

## Production des données par défaut pour les entreprises françaises

Indicateur – Intensité d'émission de gaz à effet de serre

La Société Nouvelle

### AUTEURS

Joris BLAIN  
Sylvain HUMILIERE

### MISE EN PAGE

Maëva LAVARENNE

## DESCRIPTION DE L'INDICATEUR

L'indicateur « Intensité d'émission de gaz à effet de serre » (codifié *GHG*) a pour but d'informer sur l'intensité d'émission de gaz à effet de serre de la production d'une entreprise.

En substance, il s'agit d'estimer, par euro produit, la quantité de gaz à effet de serre émise (en gramme de CO<sub>2</sub> équivalent).

Au-delà des émissions directes de l'entreprise sur son périmètre opérationnel, il s'agit de tenir compte des émissions indirectes liées aux consommations

intermédiaires (émissions pour la production des intrants) pour couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur amont, et de ce fait le périmètre de la valeur produite.

L'indicateur vise ainsi à offrir une information sur l'empreinte de la production avec une approche basée sur les flux économiques et des facteurs par entreprise, accordant de ce fait une primauté aux entreprises sollicitées plutôt qu'aux produits achetés.

L'indicateur fait partie du panel d'indicateurs que forme l'Empreinte Sociétale<sup>1</sup>.

## CONTEXTE

A l'échelle d'une entreprise, la mesure de l'indicateur s'appuie sur la décomposition de la valeur produite en valeur ajoutée nette, consommations intermédiaires et consommations de capital fixe. Les impacts associés à la valeur ajoutée nette sont obtenus à partir des données d'activité de l'entreprise (émissions directes de gaz à effet de serre<sup>2</sup>, dans le cas du présent indicateur), et ceux associés aux consommations sont déduits des empreintes sociétales des fournisseurs d'achats et d'immobilisations.<sup>3</sup>

Dans les faits, ces informations – empreintes sociétales des fournisseurs – sont encore largement manquantes.

Pour pallier cette absence, des valeurs par défaut sont proposées pour chaque unité légale à partir de ses caractéristiques et des informations statistiques disponibles.

La présente note vise à expliquer pas à pas les hypothèses faites et la démarche méthodologique employée pour obtenir ces valeurs par défaut à l'échelle des entreprises françaises, pour l'indicateur ci-mentionné relatif aux *émissions de gaz à effet de serre*.

## METHODOLOGIE DE PRODUCTION DES DONNEES PAR DEFAUT

### Hypothèses de départ

Les valeurs par défaut proposées correspondent aux moyennes observées au sein de groupes d'agents économiques les plus précis possibles, obtenues après traitement de données macroéconomiques publiques.

L'hypothèse principale de cette simulation de données macro-fondée est celle d'agents représentatifs par groupe identifié. Ce postulat heuristique suppose que l'ensemble des agents d'un groupe sont identiques et

possèdent les mêmes caractéristiques. Hypothèse classique de modélisation, cette méthode introduit un bruit statistique composé d'une variance élevée mais d'un biais théoriquement nul.

Le groupe retenu pour une unité légale dépend à la fois des informations à notre disposition (code d'activité principale, localisation des établissements, etc.) mais également des niveaux de décomposition des données macro-économiques disponibles dans les statistiques publiques.

<sup>1</sup> Panel d'indicateurs qui rend compte des impacts d'un euro de production vendue, sur des dimensions sociales et environnementales clefs pour un développement durable. Cf. <https://lasocietenouvelle.org/approche>

<sup>2</sup> Emissions assimilables au « SCOPE 1 », provenant des installations fixes ou mobiles situées à l'intérieur du périmètre organisationnel, c'est-à-dire provenant de sources détenues ou contrôlées par l'organisme. (ADEME)

<sup>3</sup> Tous les indicateurs de l'Empreinte Sociétale suivent ce même principe de calcul.



Dans le cas des données par défaut relatives à l'indicateur *Intensité d'émission de gaz à effet de serre*, les paramètres portent sur 2 niveaux :

- La localisation de l'agent économique : France, espaces économiques dont fait partie la France, autres espaces économiques, etc.
- La division économique de l'agent économique, selon la Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne (x88).

## Sources de données

Pour construire les valeurs par défaut, nous exploitons 4 jeux de données issus du Tableau des entrées-sorties de l'INSEE, élaboré annuellement dans le cadre des comptes de la Nation :

- Tableau des ressources en produits (TRP) : il « décrit les ressources en produits, en fonction de leur origine, production intérieure ou importations » (INSEE) par branche considérée.
- Tableau des entrées intermédiaires (TEI) : il « détaille, par produit, les consommations intermédiaires des différentes branches » (INSEE).
- Compte de production par branche (CPB) : il « présente les éléments du compte d'exploitation par branche » (INSEE).
- Tableau des ressources domestiques symétrique (TRDS) : il renseigne sur la provenance sectorielle des ressources en produits domestiques. Contrairement aux trois précédents, ce jeu de données provient du Tableau des entrées-sorties symétrique de l'Insee.

Et 2 jeux de données provenant d'EUROSTAT et de Climate Watch (repris par la Banque Mondiale) :

- Comptes d'émissions atmosphériques par activité de la NACE Rév. 2 (EUROSTAT) : il précise la quantité de gaz à effet de serre émise, par branche ou division d'activité.
- Emissions de CO2 en kg par USD 2015 de PIB (Banque Mondiale – Climate Watch) : il suit les intensités d'émission de GES des zones économiques dont la France et le Monde.

Sauf indication explicite, les données utilisées sont exprimées en euros (€) courants et en grammes de CO2 équivalent (gCO2e) pour les données physiques

d'émissions. Les données correspondent aux valeurs 2018, dernières données définitives publiées à ce jour.

## Notations

On note  $GHG_i^X$  l'intensité d'émission de gaz à effet de serre de l'agrégat X relatif à la branche ou produit i.

Exemple :  $GHG_{AZ}^{P1}$  représente l'intensité d'émission de GES de la production de la branche *Agriculture, Sylviculture et Pêche* (AZ).

La codification des agrégats est la suivante :

- $B1g$  : Valeur ajoutée.
- $P2$  : Consommations intermédiaires.
- $P1$  : Production (branche)
- $RESS$  : Ressources intérieures en produits.
- $TRESS$  : Total des ressources en produits.
- $TR$  : Transfert de production.
- $P7$  : Importations.

## Formules de calcul

### Intensité d'émission de GES de la production d'une branche

On définit  $GHG_i^{P1}$  l'intensité d'émission de GES de la production d'une branche i,  $GHG_i^{B1g}$  celle de la valeur ajoutée brute de cette même branche et  $GHG_i^{P2}$  celle des consommations intermédiaires. Ainsi,

Equation 1 – Expression de l'intensité d'émission de GES de la production d'une branche i

$$(A) \quad GHG_i^{P1} = \frac{GHG_i^{B1g} \times B1g_i + GHG_i^{P2} \times P2_i}{P1_i}$$

### Intensité d'émission de GES de la valeur ajoutée d'une branche

Le compte de production par branche (CPB) nous renseigne sur le montant de la valeur ajoutée brute des branches. A partir des données des émissions directes au format NACE (EUROSTAT), nous affectons à chaque branche l'intensité d'émission suivante :

Equation 2 – Expression de l'intensité d'émission de GES de la valeur ajoutée brute d'une branche i

$$GHG_i^{B1g} = \frac{X_i}{B1g_i}$$

Avec  $X_i$  les émissions directes de GES associées à la branche i.



## Intensité d'émission de GES des consommations intermédiaires d'une branche

Le TEI nous permet d'estimer la répartition des consommations intermédiaires d'une branche par produit (x38). On définit  $k_{ij}$  la part des consommations intermédiaires de la branche  $i$  fléchée vers les produits  $j$ . Ainsi,

Equation 3 – Part des consommations intermédiaires de la branche  $i$  fléchée vers le produit  $j$

$$k_{ij} = \frac{P2_{ij}}{P2_i}$$

Avec  $P2_{ij}$  le volume des consommations intermédiaires de la branche  $i$  fléchée vers les produits  $j$ , et  $P2_i$  le volume total des consommations intermédiaires.

Exemple :  $k_{AZ,CA} = 0.153$

Clef de lecture : En 2019, en France et selon l'INSEE, les consommations intermédiaires de la branche *Agriculture, Sylviculture et Pêche* (AZ), dont le volume total est de 53.8 milliards d'euros, proviennent à 15.3 % (8.2 milliards d'euros) des produits de la branche *Fabrication de denrées alimentaires* (CA).

Ainsi, avec  $GHG_j^{TRESS}$  l'intensité d'émission de GES des ressources en produits  $j$  :

Equation 4 – Expression de l'intensité d'émission de GES des consommations intermédiaires d'une branche  $i$

$$(B) \quad GHG_i^{P2} = \sum_j \frac{P2_{ij} \times GHG_j^{TRESS}}{P2_i} = \sum_j k_{ij} \times GHG_j^{TRESS}$$

On fait ici l'hypothèse que l'intensité d'émission de GES des ressources en produits  $j$  ne dépend pas de leurs emplois i.e. que cette intensité est identique quelle que soit son utilisation (consommations intermédiaires des différentes branches, consommation finale, etc.).

## Intensité d'émission de GES des ressources en produits

Les ressources en produits étant la somme des ressources intérieures en produits et des importations de ces produits, il vient :

Equation 5 – Expression de l'intensité d'émission de GES des ressources en produits  $j$

$$(C) \quad GHG_j^{TRESS} = \frac{GHG_j^{RESS} \cdot RESS_j + GHG_j^{P7} \cdot P7_j}{TRESS_j}$$

Clef de lecture : En 2019, en France, l'intensité d'émission de GES des ressources en produits de l'*Agriculture, Sylviculture et Pêche* (AZ) était de 2 287 gCO<sub>2</sub>e/€ soit un volume de 216 MtCO<sub>2</sub>e.

## Intensité d'émission de GES des ressources intérieures d'un produit

Les ressources intérieures d'un produit ne correspondent pas directement à la production de la branche à laquelle il est rattaché.

Des transferts sont effectués (transferts agricoles, transferts des ventes résiduelles) entre les différentes branches. Ils représentent la contribution productive de certaines branches à des produits qui ne leur sont pas directement associés.

Les comptes de la Nation retracent ces contributions dans le Tableau des Ressources Domestiques Symétrique (TRDS), et permettent d'en déduire la part contributive de chaque secteur dans la production domestique de chaque ressource.

On définit ainsi  $c_{ij}$  la part des ressources du produit  $j$  issues de la production de la branche  $i$ .

Ainsi,

Equation 6 – Expression de l'intensité d'émission de GES des ressources intérieures en produits  $j$

$$(D) \quad GHG_j^{RESS} = \sum_i c_{ij} \times GHG_i^{P1}$$

A titre d'exemple, en France, en 2018 et selon l'Insee, 99.96% des produits des *industries extractives* proviennent de la branche BZ (*industries extractives*) associée et 0.04% de la branche OZ (*administration publique*).

Cette répartition nous permet de basculer des indicateurs par branche aux indicateurs par produit.

## Intensité d'émission de GES des ressources importées d'un produit

Les intensités d'émission de GES affectées aux ressources importées en produits reposent sur l'extension des intensités des ressources domestiques.

On applique à ces dernières un coefficient  $\lambda_j$  correspondant à l'écart de *performance* (intensité d'émission de GES) entre la production mondiale et la production intérieure française.

On obtient ainsi,

Equation 7 – Expression de l'intensité d'émission de GES des importations en produits j

$$(E) \quad GHG_j^{P7} = \frac{GHG_{WLD}^{GDP}}{GHG_{FRA}^{GDP}} \cdot GHG_j^{RESS} = \lambda_j \cdot GHG_j^{RESS}$$

En 2018, après calcul basé sur les données de la Banque Mondiale – Climate Watch, l'intensité d'émission de GES de la production de valeur à l'échelle mondiale était 3.43 fois plus élevée que l'intensité de la production de valeur en France. L'intensité associée aux ressources importées d'un produit j est égale à 3.43 fois l'intensité des ressources domestiques du produit j.

### Système final d'équations

En fine, le système d'équations est le suivant :

Equations 8 - Système d'équations

$$(A) \quad GHG_i^{P1} = \frac{GHG_i^{B1g} \times B1g_i + GHG_i^{P2} \times P2_i}{P1_i}$$

$$(B) \quad GHG_i^{P2} = \sum_j k_{ij} \times GHG_j^{TRESS}$$

$$(C) \quad GHG_j^{TRESS} = \frac{GHG_j^{RESS} \cdot RESS_j + GHG_j^{P7} \cdot P7_j}{TRESS_j}$$

$$(D) \quad GHG_j^{RESS} = \sum_i c_{ji} \times GHG_i^{P1}$$

$$(E) \quad GHG_j^{P7} = \lambda_j \cdot GHG_j^{RESS}$$

Par ailleurs, l'intensité d'émission de GES de la production d'une branche i dépend de celles des ressources intérieures en produits et donc de celles des autres branches.

L'obtention des valeurs se fait donc par un processus d'itérations, en ajustant à chaque étape les valeurs obtenues jusqu'à convergence : variation maximum des valeurs inférieure à 1%.

### Processus d'itérations

Les valeurs  $GHG_i^{P1}$  sont initialisées en prenant pour intensité d'émission de GES des consommations intermédiaires, l'intensité de la production intérieure (Cf. Equation A).

Le processus itératif permet d'actualiser les valeurs en prenant en compte les dernières obtenues. (Cf Illustration page suivante).

A chaque itération, les nouvelles intensités d'émission des ressources intérieures en produit  $GHG_j^{RESS}$  sont calculées sur la base des indicateurs  $GHG_i^{P1}$  (Cf. Equations C, D et E) ; et grâce à ces valeurs actualisées, on ajuste les intensités des consommations intermédiaires des branches (Cf. Equation B) pour finalement, obtenir celles de la production des branches (Cf. Equation A).

Chaque itération permet d'affiner les valeurs obtenues en convergeant vers l'équilibre du système.

Formellement, chaque itération se décompose comme suit :

Equations 9 – Formules appliquées lors d'une itération

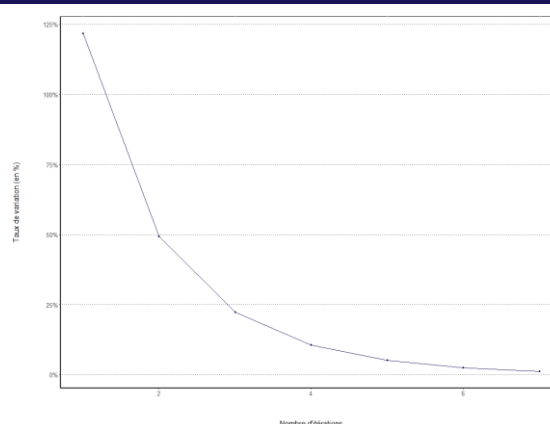
$$GHG_{j,s+1}^{RESS} = \sum_i c_{ij} \times GHG_{i,s}^{P1}$$

$$GHG_{i,s+1}^{P2} = \sum_{j=1}^n k_{ij} \times \frac{GHG_{j,s+1}^{RESS} \cdot RESS_j + \lambda_j \cdot GHG_{j,s+1}^{RESS} \cdot P7_j}{TRESS_j}$$

$$GHG_{i,s+1}^{P1} = \frac{X_i + GHG_{i,s+1}^{P2} \times P2_i}{P1_i}$$

L'écart maximum des valeurs entre deux itérations est donné par le graphique ci-dessous :

Graphique 1 – Variation maximum des valeurs GHG<sub>i</sub> à chaque itération

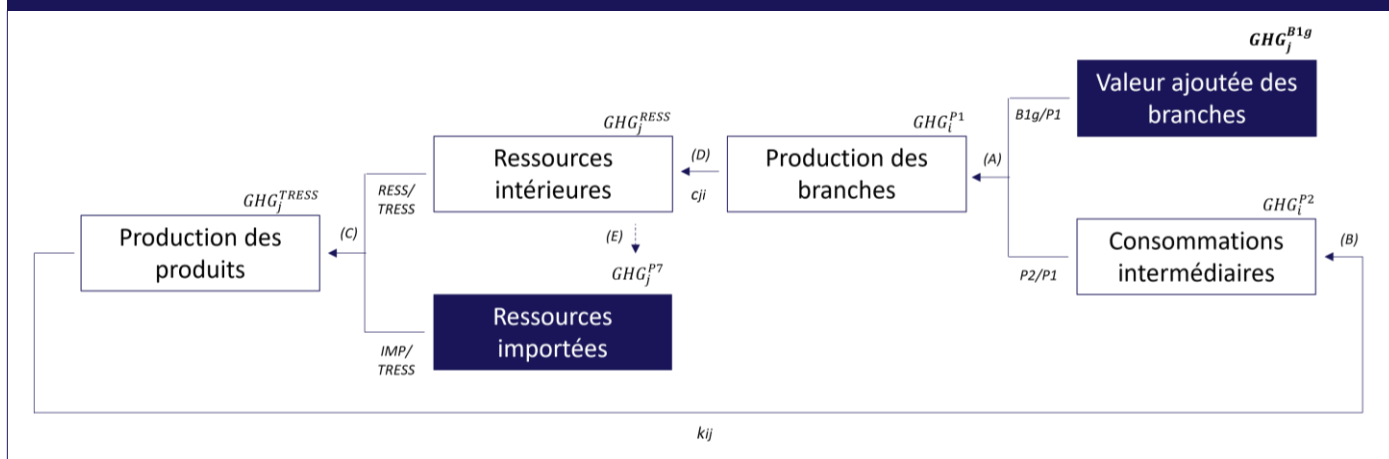


Clef de lecture : De la 2ème à la 3ème itération, la variation maximale a été de 22,3%.

Au-delà de la 7ème itération, les itérations suivantes entraînent une variation inférieure à 1% des valeurs précédemment obtenues.



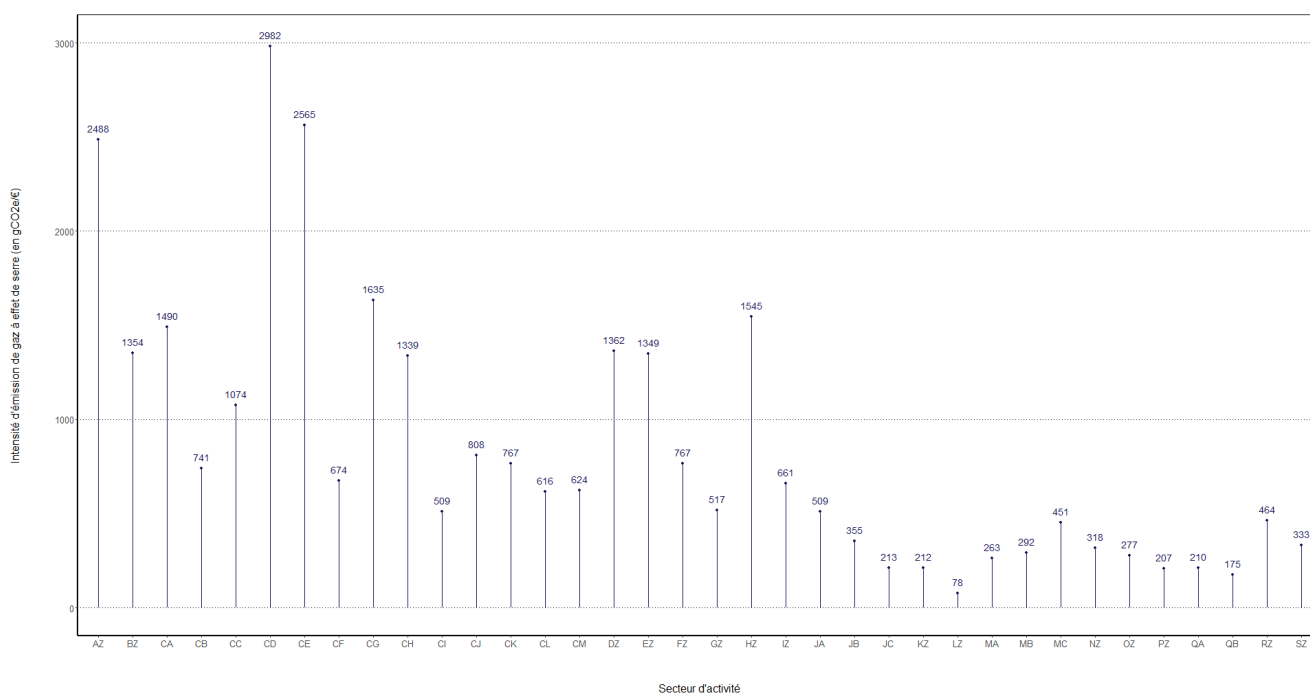
## Illustration de la modélisation des flux économiques



## RESULTATS PAR BRANCHE (x38)

Les intensités d'émission de GES de la production des branches sont données par le graphique ci-dessous :

Graphique 2 – Emissions de gaz à effet de serre par euro produit par branche d'activité des entreprises françaises



Les valeurs finales obtenues, ventilées par 38 branches, montrent de nettes disparités en raison de la forte corrélation entre activité poursuivie et intensité d'émission de gaz à effet de serre, comme illustrée par le graphique 2.

Cette relation est d'ailleurs beaucoup plus fine qu'une simple dichotomie entre activités de production de biens (branches A à F) et activités de production de

services (branches G à T). Dans les deux cas, les valeurs restent très dispersées, avec des étendues s'élevant à 2903 gCO2e/€ et 2390 gCO2e/€ (hors valeurs extrêmes).

Plus encore, on observe un écart moyenne-médiane de la série important (219 gCO2/€, avec une moyenne à 840 gCO2e/€ et une médiane à 620 gCO2e/€), tout comme l'écart-type (718 gCO2/€).



Ces disparités s'expliquent principalement par celles des intensités d'émission de valeur ajoutée des branches, résultantes directes du ratio entre émissions directes et volume de la valeur ajoutée. Seuls 8 secteurs dépassent l'intensité de 500 gCO<sub>2</sub>e/€ tandis que 24 branches se situent en-dessous de 100 gCO<sub>2</sub>e/€ (Un graphique des intensités d'émission de la valeur ajoutée des branches est disponible en annexe).

### Analyse des extremums

Les branches dont la production fait partie des plus émettrices sont la branche *Cokéfaction et raffinage* (CD) avec 2982 gCO<sub>2</sub>e émis par euro de production, l'*Industrie chimique* (CE) avec 2565 gCO<sub>2</sub>e/€, puis la branche *Agriculture, sylviculture et pêche* (AZ) avec 2488 gCO<sub>2</sub>e/€.

Pour la première branche, le niveau s'explique par une forte intensité de la valeur ajoutée, de l'ordre de 6480 gCO<sub>2</sub>e/€.

Pour la deuxième, le résultat dépend essentiellement des consommations intermédiaires, principalement issues de la branche de *Cokéfaction et raffinage* et des produits de la branche elle-même (48% des consommations fléchées vers ces deux branches).

Enfin pour la branche « AZ », la valeur dépend à la fois d'une valeur ajoutée émettrice, 2230 gCO<sub>2</sub>e/€, et de l'intensité d'émission de GES des consommations intermédiaires, 1944 gCO<sub>2</sub>e/€, issues de la branche elle-même (34%), de la branche *Fabrication de denrées alimentaires* (15%, dont l'intensité est de 1027 gCO<sub>2</sub>e/€) et de l'*Industrie chimique* (14%, dont l'intensité est de 2565 gCO<sub>2</sub>e/€).

A contrario, les branches les moins émettrices sont les *Activités immobilières* (LZ) et les *Activités Médico-Sociales* (QB).

Dans les deux cas, on retrouve une valeur ajoutée faiblement émettrice de GES (2 gCO<sub>2</sub>e/€ avec 430 ktCO<sub>2</sub>e émis pour un volume de 277 Mrd € pour les

activités immobilières), et un fort taux de valeur ajoutée de 83 %. Il serait intéressant d'étudier l'impact d'une prise en compte du capital fixe.

Dans le deuxième cas, il s'agit également d'une branche ayant une valeur ajoutée peu émettrice, 43 gCO<sub>2</sub>e/€ et un taux de valeur ajoutée élevé, autour de 81%.

### Analyse des émissions brutes

Au-delà d'une approche par intensité (en gCO<sub>2</sub>e/€), il convient également de rappeler les ordres de grandeur bruts des émissions par branche.

Dans cette optique, le croisement entre les intensités d'émission de la production et les volumes annuels produits permet de repérer les branches dont la production centralise le plus de volume d'émissions de gaz à effet de serre, bien que cette méthode ne permette pas de préserver l'additivité des quantités émises.

Ainsi, 6 branches centralisent plus de 120 MtCO<sub>2</sub>e.

Il s'agit des activités de transports et d'entreposage (HZ – 332 MtCO<sub>2</sub>e), des industries extractives (BZ – 240 MtCO<sub>2</sub>e), des activités commerciales (GZ – 228 MtCO<sub>2</sub>e), des activités agricoles (AZ – 227 MtCO<sub>2</sub>e), de l'industrie et des services énergétiques (DZ – 170 MtCO<sub>2</sub>e) et de l'industrie chimique (CE – 169 MtCO<sub>2</sub>e).

Eu égard de leur importance prépondérante dans l'économie française (les branches CA, DZ, GZ et HZ ont un volume de production annuelle supérieur à 100 milliards d'euros en 2018), de leur intensité d'émission particulièrement élevée (les branches AZ, BZ, CA, CE, DZ et HZ ont une intensité supérieure à 1000 gCO<sub>2</sub>e/€ en 2018) ou de la conjugaison de ces deux explicatives, ces branches revêtent un caractère particulièrement clef dans la compréhension de la répartition des émissions de gaz à effet de serre liées à la production française.

## RESULTATS PAR DIVISION (x88)

Les comptes par branche étant ventilés par division (x88). Il est possible d'affiner les valeurs à l'échelle des divisions.

On reprend la formule (A) :

Equation 10 - Expression de l'intensité d'émission de GES de la production d'une division i

$$(A) \quad GHG_i^{P1} = \frac{X_i + GHG_i^{P2} \times P2_i}{P1_i}$$





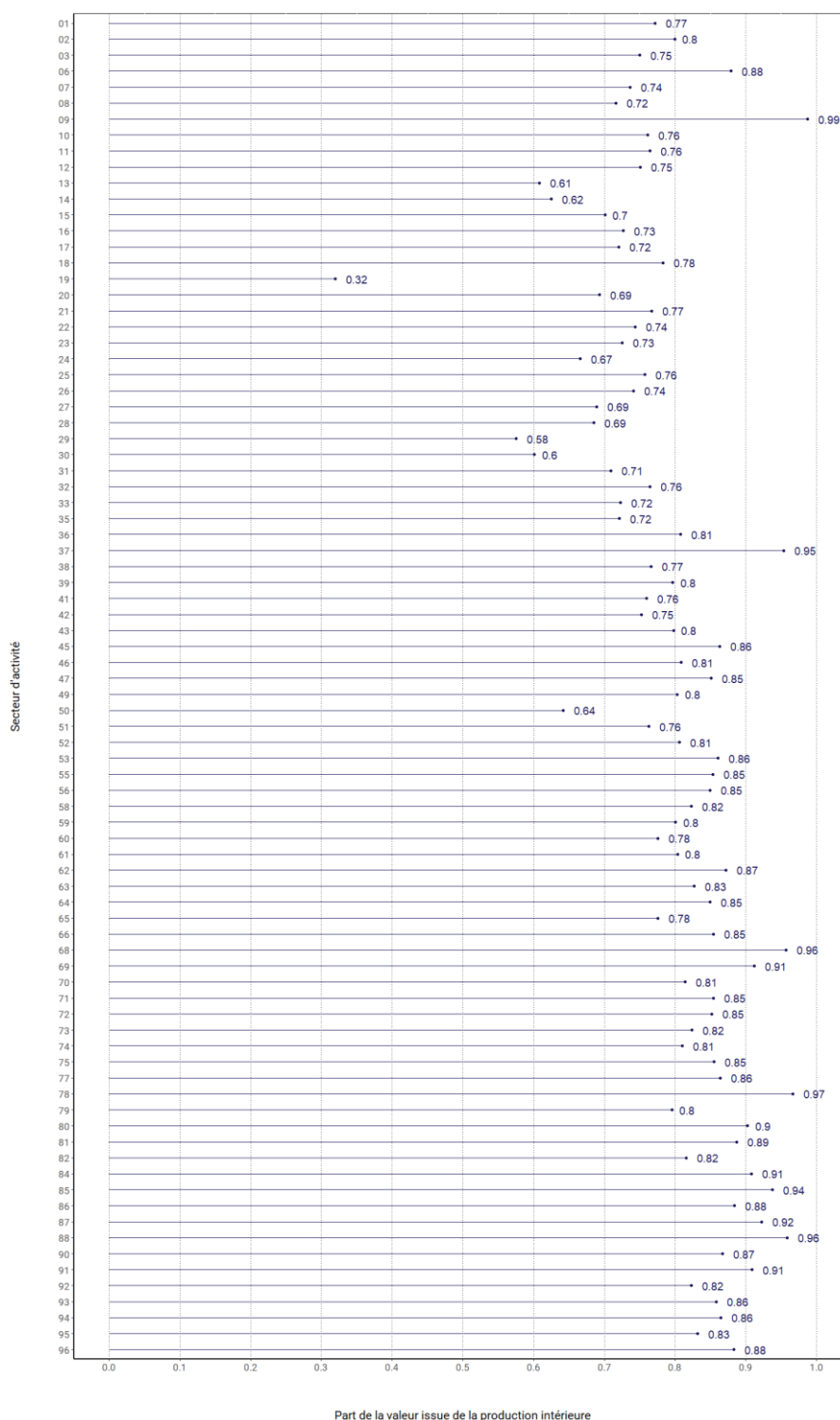
L'intensité d'émission de GES de la valeur ajoutée des branches est obtenue à partir des données disponibles dès lors que les émissions directes de la division sont connues. Le cas non-échéant l'intensité correspond à celle de la valeur ajoutée de la branche à laquelle la division est rattachée.

La répartition des consommations intermédiaires par produit n'est disponible qu'à l'échelle des branches

(x38). La démarche consiste à extrapoler les valeurs relatives aux branches aux divisions.

A titre d'exemple, la valeur associée aux consommations intermédiaires de la division « Agriculture » (A01) est celle de la branche « Agriculture, Sylviculture et Pêche » (AZ).

Graphique 3 – Emissions de gaz à effet de serre par euro produit par division économique des entreprises françaises





Clef de lecture : l'intensité d'émission de gaz à effet de serre de la production de la division économique *Pêche et aquaculture* (03) est estimée à 2180 gCO<sub>2</sub>e/€.

La division dont la production est la plus émettrice de GES est la division *Cokéfaction et raffinage* (19) avec 2837 gCO<sub>2</sub>e/€. Cela s'explique principalement par la forte intensité d'émission de la valeur ajoutée (6480 gCO<sub>2</sub>e/e) et des consommations de produits des

industries extractives (64% des consommations intermédiaires, avec une intensité des ressources de 2593 gCO<sub>2</sub>e/€).

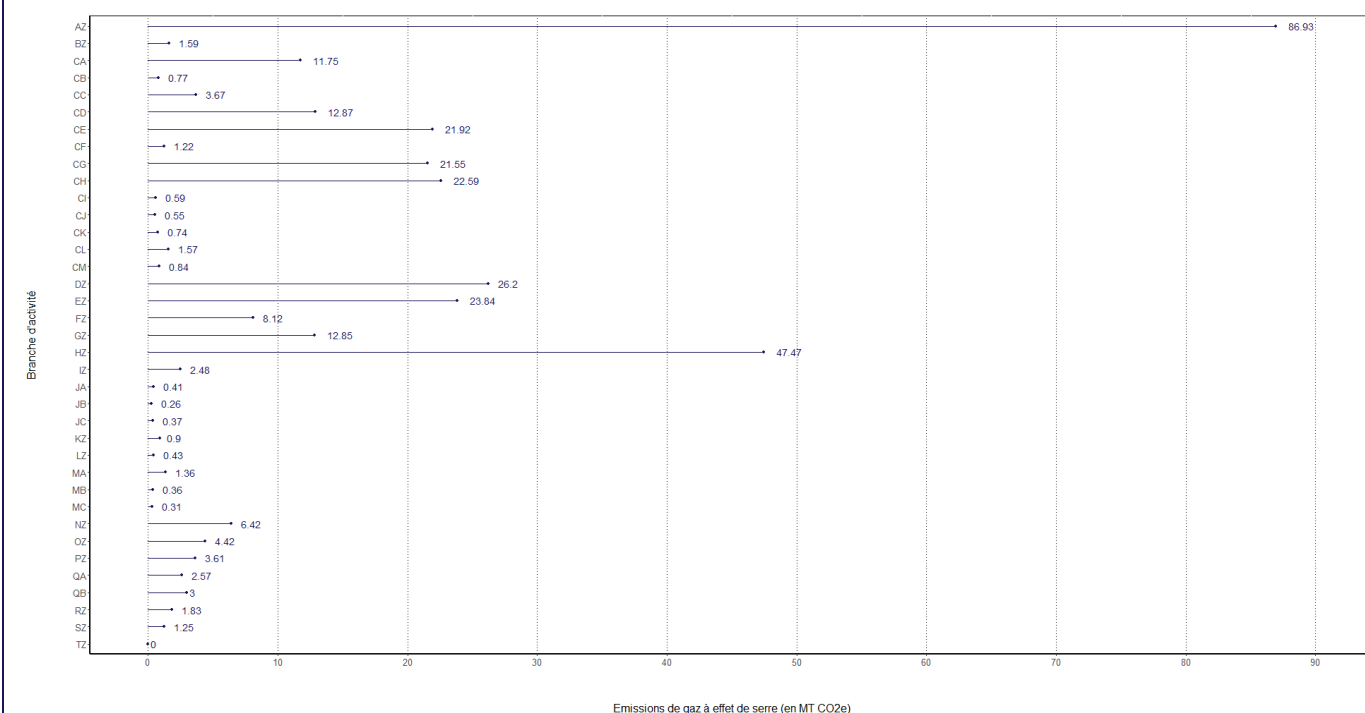
Inversement, la division la moins contributrice est celle des *Activités immobilières* (68) avec 29 gCO<sub>2</sub>e/€, du fait à la fois d'une faible intensité de la valeur ajoutée et d'un fort taux de valeur ajoutée

## RESSOURCES DOCUMENTAIRES

- Institut national de la statistique et des études économiques. Mai 2012 *Chapitre 3 : Le tableau entrées-sorties et l'évaluation du PIB in Méthodologie des comptes trimestriels*. Méthodes n°126.
- Insee. 2020. *Nomenclatures d'activités et de produits françaises NAF rév. 2 - CPF rév. 2.1 réédition 2020*. Insee Méthodes.
- Institut national de la statistique et des études économiques. Mai 2021. *Tableau des entrées-sorties in Les comptes de la Nation en 2020*. Insee Résultats.
- Eurostat. 2021. *Air emissions accounts by NACE Rev. 2 activity (env\_ac\_ainah\_r2): Reference Metadata in Euro SDMX Metadata Structure (ESMS)*.
- Climate Watch. 2022. *Climate Watch Historical GHG Emissions*. Washington, DC: World Resources Institute. Available online at: <https://www.climatewatchdata.org/ghg-emissions>.

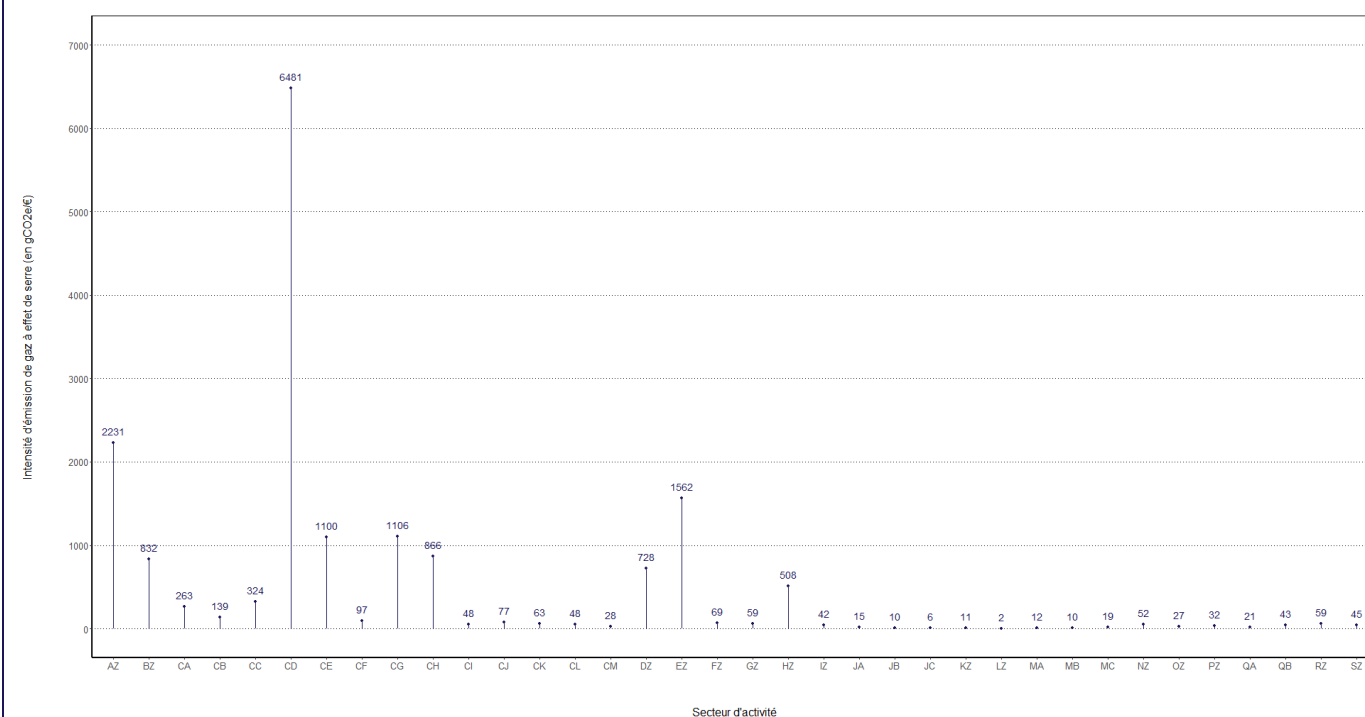
## Annexe 1 – Emissions directes des secteurs d'activité français

Graphique 4 – Emissions de gaz à effet de serre par branche d'activité des entreprises françaises



## Annexe 2 – Intensité d'émission de la valeur ajoutée par secteur d'activité français

Graphique 5 – Intensité d'émission de gaz à effet de serre de la valeur ajoutée des entreprises françaises par secteur d'activité



## Annexe 3 – Nomenclature des divisions (Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne)

Division	Libellé	Branche
01	Culture et production animale, chasse et services annexes	AZ
02	Sylviculture et exploitation forestière	AZ
03	Pêche et aquaculture	AZ
05	Extraction de houille et de lignite	BZ
06	Extraction d'hydrocarbures	BZ
07	Extraction de minerais métalliques	BZ
08	Autres industries extractives	BZ
09	Services de soutien aux industries extractives	BZ
10	Industries alimentaires	CA
11	Fabrication de boissons	CA
12	Fabrication de produits à base de tabac	CA
13	Fabrication de textiles	CB
14	Industrie de l'habillement	CB
15	Industrie du cuir et de la chaussure	CB
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles, fabrication d'articles...	CC
17	Industrie du papier et du carton	CC
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	CC
19	Cokéfaction et raffinage	CD
20	Industrie chimique	CE
21	Industrie pharmaceutique	CF
22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	CG
23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	CG
24	Métallurgie	CH
25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	CH
26	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	CI
27	Fabrication d'équipements électriques	CJ
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	CK
29	Industrie automobile	CL
30	Fabrication d'autres matériels de transport	CL
31	Fabrication de meubles	CM
32	Autres industries manufacturières	CM
33	Réparation et installation de machines et d'équipements	CM
35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	DZ
36	Captage, traitement et distribution d'eau	EZ
37	Collecte et traitement des eaux usées	EZ
38	Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	EZ
39	Dépollution et autres services de gestion des déchets	EZ
41	Construction de bâtiments	FZ
42	Génie civil	FZ
43	Travaux de construction spécialisés	FZ
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	GZ
46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	GZ
47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	GZ
49	Transports terrestres et transport par conduites	HZ
50	Transports par eau	HZ
51	Transports aériens	HZ
52	Entreposage et services auxiliaires des transports	HZ
53	Activités de poste et de courrier	HZ
55	Hébergement	IZ
56	Restauration	IZ
58	Édition	JA
59	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, enregistrement...	JA
60	Programmation et diffusion	JA
61	Télécommunications	JB
62	Programmation, conseil et autres activités informatiques	JC
63	Services d'information	JC
64	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	KZ
65	Assurance	KZ
66	Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	KZ
68	Activités immobilières	LZ
69	Activités juridiques et comptables	MA
70	Activités des sièges sociaux, conseil de gestion	MA
71	Activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques	MA
72	Recherche-développement scientifique	MB
73	Publicité et études de marché	MC



74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	MC
75	Activités vétérinaires	MC
77	Activités de location et location-bail	NZ
78	Activités liées à l'emploi	NZ
79	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	NZ
80	Enquêtes et sécurité	NZ
81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	NZ
82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	NZ
84	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	OZ
85	Enseignement	PZ
86	Activités pour la santé humaine	QA
87	Hébergement médico-social et social	QB
88	Action sociale sans hébergement	QB
90	Activités créatives, artistiques et de spectacle	RZ
91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	RZ
92	Organisation de jeux de hasard et d'argent	RZ
93	Activités sportives, récréatives et de loisirs	RZ
94	Activités des organisations associatives	SZ
95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	SZ
96	Autres services personnels	SZ
97	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	TZ
98	Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	TZ
99	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	UZ

*n.c.a. non classé ailleurs*

## Annexe 4 – Nomenclature des branches

Branch	Libellé
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche
BZ	Industries extractives
CA	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
CB	Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure
CC	Travail du bois, industries du papier et imprimerie
CD	Cokéfaction et raffinage
CE	Industrie chimique
CF	Industrie pharmaceutique
CG	Fabrication de produits en caoutchouc, en plastique et d'autres produits minéraux non métalliques
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques, hors machines et équipements
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
CJ	Fabrication d'équipements électriques
CK	Fabrication de machines et équipements n.c.a.
CL	Fabrication de matériels de transport
CM	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements
DZ	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
EZ	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution
FZ	Construction
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
HZ	Transports et entreposage
IZ	Hébergement et restauration
JA	Édition, audiovisuel et diffusion
JB	Télécommunications
JC	Activités informatiques et services d'information
KZ	Activités financières et d'assurance
LZ	Activités immobilières
MA	Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques
MB	Recherche-développement scientifique
MC	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques
NZ	Activités de services administratifs et de soutien
OZ	Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire
PZ	Enseignement
QA	Activités pour la santé humaine
QB	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives
SZ	Autres activités de services
TZ	Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et...

*n.c.a. non classé ailleurs*

